

**Déclaration concernant Haïti
prononcée devant le Conseil de sécurité des Nations Unies
au nom de l'Union européenne,
par S.E. l'Ambassadeur Jean-Marc Hoscheit,
Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies**

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays candidats à l'Union européenne, la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie¹ et la Turquie, les pays du Processus de Stabilisation et d'Association et candidats potentiels l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, ainsi que les pays de l'AELE membres de l'Espace Economique Européen l'Islande et le Liechtenstein se rallient à cette déclaration.

Monsieur le Président,

L'Union européenne se félicite de l'occasion qui lui est donnée ici de se pencher sur la situation en Haïti et constate que la présence de plusieurs hauts responsables politiques témoigne de l'importance du débat d'aujourd'hui. Elle salue par ailleurs le rapport de M. Juan Gabriel Valdes, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que la décision prise à l'unanimité par le Conseil de sécurité, le 29 novembre 2004, de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti jusqu'à juin 2005, avec l'intention de le renouveler.

Monsieur le Président,

L'UE note que l'effectif autorisé de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti est presque au complet, ce qui accroît la capacité de la Mission à exécuter son mandat avec davantage de détermination, notamment pour ce qui est de mener des opérations conjointes avec la police nationale haïtienne contre les groupes armés illégaux.

L'Union européenne se félicite des évolutions positives intervenues récemment sur le terrain, tout en notant que de nouvelles actions sont nécessaires en vue d'améliorer la situation générale en matière de sécurité dans le pays, qui demeure préoccupante. Dans certaines régions, le manque de sécurité reste un obstacle à une aide humanitaire efficace et à la mise en œuvre de projets.

Monsieur le Président,

L'Union européenne engage toutes les parties, sans exception, à s'abstenir de toute forme de comportement violent qui compromettrait encore davantage le bien-être de la population haïtienne, et à respecter l'État de droit et les droits de l'homme. Nous demandons au gouvernement de transition de prendre les mesures nécessaires afin de mettre un terme à l'impunité.

Nous sommes fermement convaincus que la crise actuelle en Haïti ne peut être résolue que par des moyens pacifiques, via un processus constitutionnel et politique, ouvert à tous, de dialogue, de compromis et de réconciliation à l'échelle nationale, débouchant sur des élections libres et régulières d'ici la fin de l'année et sur un transfert du pouvoir à des autorités élues. Nous encourageons fortement le gouvernement de transition à poursuivre ses efforts à cet égard, avec l'aide de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation. Dans cette optique, il importe que toutes les forces politiques renoncent publiquement à la violence et adhèrent au processus démocratique et électoral.

¹ La Croatie continue à participer au processus de stabilisation et d'association.

Monsieur le Président,

L'Union européenne soutient sans réserve les ajustements que le Secrétaire général a, en novembre 2004, proposé d'apporter à la structure de la MINUSTAH, en particulier la création d'une unité de police constituée supplémentaire destinée à fournir un appui opérationnel accru à la police nationale haïtienne, la mise en œuvre de projets à impact rapide améliorant directement la vie de la population haïtienne et le renforcement de la capacité de la MINUSTAH à mettre en œuvre des projets de désarmement, de démobilisation et de réinsertion dans la communauté. À cet égard, l'Union européenne encourage le gouvernement de transition de Haïti, avec l'appui de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation, à accorder la plus haute priorité au renforcement de ses efforts actuels visant à faire disparaître des rues toutes les armes illégales et à désarmer intégralement tous les groupes armés, afin de ne pas mettre en péril le processus de transition démocratique qui est en cours.

Monsieur le Président,

Avec des annonces de contributions s'élevant à 271 millions d'euros, l'Union européenne est devenue le premier bailleur de fonds à l'issue de la conférence des donateurs pour Haïti qui s'est tenue à Washington en juillet 2004. Ces annonces ne comprennent pas les contributions individuelles des États membres de l'UE. L'Union européenne fera tout ce qui est en son pouvoir pour réduire les goulets d'étranglement et décaisser ces fonds sans tarder, afin de créer de l'emploi et d'obtenir des changements rapides et visibles. Récemment, des montants de 45 millions d'euros et de 27 millions d'euros ont été respectivement approuvés pour des projets d'infrastructure et des projets de réhabilitation. Pour promouvoir l'État de droit, l'Union européenne a en outre lancé, avec le Canada, un important projet visant à réformer le système judiciaire.

L'Union européenne fournit aussi une aide financière substantielle pour l'organisation des élections. Haïti figure en outre sur la liste des priorités de l'Union européenne en matière d'observation électorale pour les élections locales, législatives et présidentielle prévues en novembre et décembre 2005. Une mission exploratoire devrait être envoyée en Haïti en juin pour étudier la faisabilité d'une mission d'observation électorale de l'Union européenne.

Monsieur le Président,

L'Union européenne soutient sans réserve les efforts déployés par les pays de la région ainsi que ceux consentis par des groupes régionaux tels que l'Organisation des États américains. Nous estimons que les Nations Unies devraient être présentes en Haïti aussi longtemps que nécessaire pour encourager un soutien international en faveur du développement politique, social, économique et écologique durable du pays. À cet égard, nous appuyons les activités du groupe consultatif ad hoc sur Haïti du Conseil économique et social des Nations Unies.

Pour sa part, l'Union européenne reste déterminée à soutenir le processus politique en cours et à jouer son rôle en continuant d'apporter son concours pour soulager les souffrances de la population haïtienne au moyen d'une aide humanitaire rapide et du maintien d'une aide à long terme, en vue de contribuer à une paix et à une stabilité durables en Haïti.
